

L'éviction du PM irakien Al- Maliki : Un échec pour le régime iranien et sa politique de terreur en Irak

Une analyse de la Fondation d'Etudes pour le Moyen-Orient (FEMO) - 18 août 2014

La mise à l'écart de Nouri Al-Maliki du poste de Premier ministre irakien, est un tournant au bout de huit années de règne sans partage sur l'Irak. Un évènement sans commune mesure depuis l'intervention américaine en 2003. Il s'agit surtout pour le régime iranien et son ingérence dans ce pays, d'un revers stratégique aux conséquences incalculables.

Depuis le début de la crise et la révolte des provinces sunnites contre le pouvoir central, le départ de Maliki est l'évènement le plus important, après la perte par l'armée irakienne du contrôle d'un tiers du pays. L'Iran a finalement saisi trop tard que Maliki n'était plus une chance mais devenu un péril et c'est pourquoi il ne pouvait plus insister sur son maintien au pouvoir s'il voulait continuer à peser chez son voisin. En réalité Téhéran n'avait plus aucun moyen d'éviter la mise à l'écart de son protégé.

Comment le régime iranien analyse la situation

Bien que la nomination par le président irakien d'Heydar Al-Ebadi au poste de Premier ministre ait été saluée à Téhéran, le message de félicitation est arrivé après maintes hésitations et pas mal de retard (il a fallu attendre un jour pour voir le régime réagir), trahissant un malaise des dirigeants iraniens. L'espoir de voir Maliki remporter un troisième mandat s'affaiblissait devant l'étendue de l'opposition politique et des diverses composantes de la société irakienne, y compris les formations chiïtes et le propre parti de Maliki. Des sources fiables du pouvoir iranien indiquent que jusqu'aux derniers instants, Téhéran s'efforçait encore en privé de convaincre à Bagdad que Maliki devait rester une année de plus. Téhéran craignait que ce départ entraînerait la désintégration de son dispositif en Irak qui était devenu au fil des années la chasse gardée de l'Iran.

C'est pourquoi pour le régime iranien, la chute de Maliki signe l'échec de sa politique dans ce pays avec le risque de voir s'envoler huit années d'investissement. A ce titre Téhéran a quelque peu été surpris par la désignation de Heydar Al-Ebadi dont le nom ne figurait pas parmi les candidats potentiels à la tête du gouvernement.

L'échec de la ligne du général Ghassem Soleimani et des Gardiens de la Révolution

Les efforts de l'Iran pour convaincre les factions chiïtes alliées comme celle de Moqtada Sadr ou d'Ammar Hakim de soutenir Maliki n'ont pas abouti. La position de l'ayatollah Sistani et des

autres membres du clergé chiite (ce que l'on appelle la Marjaya : la source de référence) appelant au départ de Maliki en raison de son impopularité plaçait l'Iran dans une mauvaise posture, insister davantage aurait pu brûler les cartes du futur, il a donc été contraint à admettre la décision.

L'échec encaissé par l'Iran en Irak avec le départ de Maliki est surtout l'échec du Guide suprême et particulièrement de son bras droit, Ghassem Soleimani commandant en chef de la force extraterritoriale des Pasdaran appelée aussi « Qods », à qui a été confié de mener la politique du guide en Irak.

De nombreux hommes politiques irakiens et la population dans son ensemble, qu'ils soient chiites ou sunnites considèrent aujourd'hui l'Iran comme la source de leurs malheurs et réclament la fin de sa mainmise sur le pays. C'est ce que l'on entend dans la rébellion des provinces du centre et du nord dominées par les sunnites, mais aussi dans les rues de Karbala ou de Bassora à domination chiite.

L'échec en Irak pourrait affaiblir le régime iranien dans son intégrité

Bien que c'est à Ghassem Soleimani que l'on fait endosser à Téhéran tous ces revers, mais la réalité c'est que les faiblesses et les erreurs du général Soleimani reflète surtout la fragilité de la position du régime iranien. Une fragilité découlant de l'absence de capacité à faire dicter des décisions tranchées qui provient de l'affaiblissement général de la République islamique. Quelque soient la tournure des événements actuels, le régime iranien est confronté à un échec stratégique avec des conséquences profondes.

L'Irak de Maliki était un maillon essentielle de l'influence régionale du régime iranien : c'est depuis l'Irak et via l'Irak que Téhéran envoyait les milices chiite se battre aux côtés de l'armée syrienne pour éviter l'effondrement de Bachar Assad face à l'Armée Libre Syrienne. C'est à travers l'Irak que les aides opérationnelles et logistiques étaient acheminées vers la Syrie depuis le sol et par voies aériennes. L'Irak servait également d'axe pour exporter le terrorisme vers les autres pays de la région à commencer par les voisins de l'Irak.

Téhéran facteur de stabilité ou facteur de trouble ?

Depuis quelques temps les lobbies du régime iranien propagent l'idée que ce régime peut être un facteur de stabilité en Irak et dans la région. Par conséquent les Etats-Unis et l'Occident en général pourrait arriver à un accord avec Téhéran sur la situation irakienne. Un regard sur la réalité de ces huit dernières années démontre que la politique menée par l'Iran a été la principale raison du comportement sectaire de Maliki et de son isolement une attitude qui a provoqué la guerre civile actuelle. Depuis l'influence du régime iranien dans la région est entrée dans une phase de réduction.

Les intérêts de l'Iran de Khamenei sont sérieusement opposés aux intérêts de la population irakienne et à ceux de la communauté internationale. Le régime chercherait plutôt à rattraper l'influence perdue au détriment de tout en continuant à exporter le fondamentalisme islamiste et le terrorisme qui en découle.

On peut résumer les attentes générales de la plupart des courants politiques irakiens dans les positions que la « **Fondation irako-européenne pour la liberté** » a annoncées. Cette ONG, présidée par l'ancien eurodéputé britannique Struan Stevenson (ancien Président de la délégation des relations avec l'Irak au Parlement européen) se charge d'observer le retour de la démocratie en Irak. Voici ce qu'elle écrit dans son dernier communiqué (voir svp en annexe l'original en anglais) :

« Nous espérons que le Dr al-Abadi prendra des mesures rapides pour mettre en œuvre les points suivants, afin de répondre aux aspirations de l'ensemble du peuple irakien. De cette façon, il bénéficiera de l'appui total de la communauté internationale et en particulier de l'Union européenne.

1. La formation d'un cabinet débarrassé de l'influence des puissances étrangères, en particulier du régime iranien.
2. La libération immédiate de tous les prisonniers politiques, en particulier les femmes, emprisonnées sous de fausses accusations de terrorisme.
3. La participation active, inclusive, réelle - et pas seulement formelle - de toutes les composantes de la société irakienne, notamment des sunnites et des Kurdes, dans le partage du pouvoir, en reconnaissant les droits des personnes dans les provinces sunnites et le dialogue avec les chefs tribaux et les révolutionnaires sunnites.
4. L'arrestation des terroristes associés au régime iranien, comme les milices Badr, Assaïb et Kataïb, ainsi que les autres bandes criminelles ayant joué un rôle important dans le régime de Maliki et dans l'instigation de la guerre confessionnelle en Irak.
5. Purger l'armée, des mercenaires iraniens et de tous ceux que Maliki a recrutés dans le cadre de sa politique sectaire ; réhabiliter les officiers patriotes et transformer l'armée en une entité professionnelle et nationale. Seule une telle armée, soutenue par les tribus et la population, sera en mesure d'affronter les groupes extrémistes et terroristes, tels que l'État islamique (EI).
6. Divulguer au peuple les noms des auteurs d'exécutions, de massacres, de bombardements et de tirs de roquettes contre les innocents, ainsi que les responsables de la pauvreté de la population et de la corruption de l'État, et les tenir responsables devant les tribunaux.
7. Reconnaître l'indépendance de la magistrature ; démettre ceux qui ont transformé le système judiciaire irakien en un instrument politique au service de Maliki.
8. Arrêter et juger les auteurs des six massacres perpétrés dans les camps d'Achraf et Liberty ; lever le blocus inhumain des réfugiés iraniens à Liberty et garantir leurs droits et leur sécurité, ainsi que leur droit à la propriété de leurs biens à Liberty et à Achraf. »